

INSTALLATIONS CLASSEES

Société ALKERN SUD

Commune de SAINT-MARCEL

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Par lettre en date du 15 juin 2007, Monsieur François BRIOT agissant en qualité de président directeur général de la société COFRAB, devenue ALKERN SUD en septembre 2010, dont le siège social est actuellement situé 2 Allée de Toscane – Parc Technoland – Bâtiment E – 2ème étage – ZI Champ Dolin – 69800 SAINT PRIEST, sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une installation de fabrication de produits en béton et de recyclage de déchets, sur son site implanté sur le territoire de la commune de Saint-Marcel, au lieu-dit « Saint-Marin ».

A cet effet, un dossier auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers a été déposé le 3 juillet 2007, complété le 30 octobre 2007 et reconnu formellement recevable par l'inspection des installations classées le 11 décembre 2007. Depuis cette recevabilité, la législation des installations classées pour la protection de l'environnement a évolué (rubriques de la nomenclature, directive dite « IED ») et le Plan d'Occupation des Sols de la commune a été révisé.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Les activités exercées par la société ALKERN SUD relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubriques	A, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2718.1°	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 tonne.	Rebuts de laine de roche. Quantité : 220 tonnes.

3510	A	<p>Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique, - traitement physico-chimique, - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, - récupération/régénération des solvants, - recyclage/récupération de matières organiques autres que des métaux ou des composés métalliques, - régénération d'acides ou de bases, - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution, - valorisation des constituants des catalyseurs, - régénération et autres réutilisations des huiles, - lagunage. 	<p>Traitement en vue d'une valorisation matière des rebuts de laine de roche.</p> <p>Quantité : 34 tonnes par jour.</p>
3550	A	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale > à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.</p>	<p>Stockage de rebuts de laine de roche.</p> <p>Capacité : 220 tonnes.</p>
2716.2°	DC	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1000 m³.</p>	<p>Laitier de haut fourneau : 80 m³</p> <p>Rebuts de laine blanche : 90 m³.</p> <p>Valoxy : 100 m³</p>
2522.b	D	<p>Installation de fabrication de produits en béton par procédé mécanique. La puissance installée du matériel de malaxage et de vibration est supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 400 kW.</p>	<p>Puissance maximum : 175,4 kW.</p>
1435	NC	<p>Stations-service : installations ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur.</p>	<p>Volume annuel de GNR distribué : 18 m³.</p>
3532	NC	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique, - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération, - traitement du laitier et des cendres, - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants. 	<p>Traitement en vue d'une valorisation matière de laitier de haut fourneau :</p> <p>Quantité : 19 tonnes par jour</p> <p>Traitement en vue d'une valorisation matière de laine blanche et de valoxy :</p> <p>Quantité : 40 tonnes par jour.</p>

4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution.	Quantité de GNR : 2,5 tonnes
------	----	--	------------------------------

1.2 Description de l'établissement et historique administratif

Créée en 1972, la société COFRAB était spécialisée dans la fabrication de blocs (parpaings) et de béton prêt à l'emploi. En 2001, après avoir été reprise par le groupe TARMAC, la société COFRAB a recentré ses activités sur :

- la fabrication de produits de construction en béton (blocs creux et pleins),
- la commercialisation de produits en béton fabriqués sur les autres sites du groupe (poutrelles, tuyaux, pavés,...).

En 2008, la société COFRAB a modifié sa dénomination sociale et est devenue TARMAC SUD. En 2010, suite à la reprise par fondations capital de l'activité matériaux de construction du groupe TARMAC, la société TARMAC SUD a de nouveau modifié sa dénomination sociale et est devenue ALKERN SUD.

Les installations sont implantées le long de la route départementale 48 au nord-ouest de la commune de Saint Marcel. La superficie totale du site est de 5,7 hectares dont une zone en friche plantée d'arbres et buissons divers d'une superficie d'environ 2,7 hectares et qui constitue une réserve foncière pour le site.

Le site est partiellement clôturé et dispose de deux entrées le long de la route départementale 48. La partie à l'est longeant l'ancienne voie de chemin de fer est composée d'un talus ce qui limite l'accès.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport impose la mise en place d'une clôture sur les parties non clôturées et le long de la friche et de panneaux de signalisation sur l'ensemble du périmètre.

L'habitation la plus proche est située à 50 mètres du site et la rivière La Creuse se trouve à 100 mètres des installations. La société emploie sept personnes.

Le site est composé principalement :

- d'un bâtiment (usine béton) où sont fabriqués les blocs béton et les plots béton,
- d'un bâtiment (usine briquettes) où sont fabriquées les briquettes,
- de zones de stockage des blocs béton et des plots béton,
- d'une zone de stockage des briquettes,
- de zones de stockage des rebuts de laine blanche, de valoxy, des rebuts de laine de roche, de laitier d'aciérie et de bauxite.

Le ciment et le filler sont stockés en silos, les agrégats (sables et graviers) sont stockés dans des casiers et des trémies. Les adjuvants sont stockés dans des cuves à l'intérieur des bâtiments.

La fabrication des blocs béton s'effectue à partir d'agrégats, de ciment, de filler et d'adjuvants (pour certaines fabrications). Les différents éléments sont introduits dans un malaxeur. Le mélange est ensuite dirigé via un tapis dans les moules. Les blocs béton sont placés sur des planches et entreposés dans un tunnel (étuve) en vue de leur séchage. Les produits finis sont entreposés dans la zone de stockage correspondante à proximité de l'usine béton.

La quantité annuelle de blocs béton fabriqués par la société ALKERN SUD s'élève à 2000 tonnes.

Le projet de fabrication de plots béton à partir de rebuts de laine blanche et de valoxy et de briquettes à partir de rebuts de laine de roche et de laitier d'aciérie a donné lieu au dossier de demande d'autorisation, objet du présent rapport.

1.3 Présentation de la demande

Les rebuts de laine blanche (déchets non dangereux) sont des rebuts issus de la fabrication de la laine de laitier par la société EUROCOUSTIC à Genouillac (Creuse). Ils sont broyés sur le site de la société EUROCOUSTIC et envoyés à la société ALKERN SUD.

La valoxy (déchet non dangereux issu du recyclage des scories salines d'aluminium) provient de la société RVA implantée sur la commune des Islettes (Meuse).

La fabrication des plots consiste à mélanger les rebuts broyés de laine blanche, la valoxy, le sable, la bauxite et le ciment. Le mélange est ensuite dirigé via un tapis dans les moules. Les plots béton sont placés sur des planches et entreposés dans un tunnel (étuve) en vue de leur séchage.

Ils sont évacués à l'aide d'un tapis vers la zone de stockage correspondante à proximité de l'usine béton. Ils sont ensuite livrés à la société EUROCOUSTIC où ils sont utilisés en tant que matières premières.

Les rebuts de laine de roche sont des rebuts issus de la fabrication de la laine de roche par la société EUROCOUSTIC. Ces rebuts ne peuvent pas être réintroduits en l'état dans le procédé de fabrication de la laine de roche. Ils sont donc broyés sur le site de la société EUROCOUSTIC et envoyés à la société ALKERN SUD.

L'activité de la société ALKERN SUD consiste donc à conditionner ces déchets sous forme de briquettes afin que celles-ci puissent être réintroduites en tant que matières premières dans les productions de la société EUROCOUSTIC.

Les rebuts de laine de roche, le laitier d'aciérie et les gravillons sont introduits dans un malaxeur par un tapis de transfert couvert à l'abri des intempéries et installé au-dessus d'une aire bétonnée étanche. Ils sont mélangés avec le ciment et déposés dans les moules. Dès que le moulage est terminé, les briquettes sont démoulées et stockées sur des planches avant d'être transférées dans un tunnel (étuve) en vue de leur séchage. Elles sont évacuées à l'aide d'un tapis vers la zone de stockage correspondante à proximité de l'usine briquettes.

Elles sont ensuite expédiées vers la société EUROCOUSTIC où elles sont utilisées en tant que matières premières.

La quantité annuelle de plots béton et de briquettes fabriqués par la société ALKERN SUD s'élève à 25 000 tonnes.

1.4. Cadre administratif de la demande

Les activités de stockage, de traitement et de valorisation de déchets dangereux (rebut de laine de roche) relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510 et 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le regroupement de déchets dangereux (rebut de laine de roche) relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718.1° de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le regroupement de déchets non dangereux non inertes (rebut de laine blanche, de laitier d'aciérie et de valoxy) relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2716.2° de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'ensemble de ces activités n'étant pas exploité précédemment par la société ALKERN SUD, l'exploitant a déposé un dossier afin d'obtenir l'autorisation de fabriquer des plots béton et des briquettes à partir de déchets provenant de la société EUROCOUSTIC et de la société RVA.

Le stockage et la valorisation de déchets dangereux relevant notamment des rubriques 3510 et 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement est soumis à la directive relative aux émissions industrielles, dite « IED ».

1.5. Maîtrise de l'urbanisation

Compte tenu de la nature des matières premières et des produits finis stockés, les activités de la société ALKERN SUD ne présentent pas de risque particulier d'incendie ou d'explosion.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

La demande ayant été présentée avant le 1^{er} juillet 2009, elle n'a pas été soumise à l'avis de l'autorité environnementale.

2.2. Enquête publique

L'enquête publique a été ouverte du 18 février au 18 mars 2008 inclus sur le territoire de la commune de Saint-Marcel. Des observations ont été portées sur le registre de la commune.

Ces observations portent sur les points suivants :

- les nuisances sonores liées au fonctionnement des installations et lors du déchargement des briquettes,
- les nuisances olfactives,
- les risques de pollution du sol et de la nappe phréatique,
- le risque représenté par le stationnement des véhicules le long de la route dans l'attente de l'ouverture de l'établissement.

Par courrier du 28 mars 2008, l'exploitant a précisé notamment les points suivants :

« Les relevés de bruit effectués par un organisme indépendant montrent des résultats conformes à la réglementation en limite de propriété (côté route départementale et arrière de l'atelier briquettes).

L'odeur d'ammoniac qui peut apparaître par moment est liée au process d'élaboration de la briquette. Le caractère volatil et très odoriférant de l'ammoniac peut conduire à la perception d'odeur, même si le taux d'ammoniac dégagé est extrêmement faible.

Nous surveillons l'état de notre sol par des mesures effectuées à l'aide de piézomètres. A ce jour, aucune pollution n'a été détectée.

Cette remarque concerne le stationnement des camions qui peuvent exceptionnellement empiéter sur la chaussée, entraînant une situation potentiellement accidentogène pour les usagers de la RD48B. Cette situation peut effectivement se produire avant l'ouverture du site quand des camions attendent pour livrer de la marchandise ou être chargés. »

2.3. Avis du commissaire-enquêteur

Dans son courrier du 10 avril 2008, le commissaire-enquêteur considérant que :

- le dossier répond aux dispositions du code de l'environnement,
 - le pétitionnaire s'est engagé à mettre en œuvre rapidement un programme d'amélioration répondant aux observations formulées lors de l'enquête,
- émet un avis favorable sous réserve du respect des prescriptions qui pourront être imposées par l'administration.

2.4. Avis des conseils municipaux

Le 29 février 2008, le conseil municipal de Saint-Marcel a émis un avis favorable. Le 28 février 2008, le conseil municipal de Thenay n'a formulé aucune observation. Les autres conseils municipaux n'ont pas émis d'avis sur le projet.

2.5. Avis du conseil général

Le 9 mai 2008, le conseil général a émis un avis favorable au projet tel que défini.

2.6. Avis des services et organismes consultés

2.6.1. En application de l'article R,512-21-I du code de l'environnement

Par courrier en date du 23 janvier 2008, l'institut national de l'origine et de la qualité a précisé le point suivant :

« La commune de Saint-Marcel fait partie de l'aire de l'A.O.C. fromagère VALENCAY. L'activité de la société COFRAB n'a pas d'incidence sur l'A.O.C. Après examen de ce dossier, je vous informe que l'I.N.A.O. n'a aucune objection à formuler à l'encontre de ce projet. »

Par courrier du 2 avril 2008, la direction départementale des affaires sanitaires et sociales a formulé les observations suivantes :

« La conduite et la présentation du volet sanitaire ne comportent pas le contenu minimal et le niveau d'exigence attendus. En conséquence, j'émet un avis réservé à la présente demande.

Par courrier du 28 juillet 2008, l'exploitant a précisé qu'il avait budgété dans son plan d'action environnemental pour début 2009, la mission de la société ICF Environnement pour réaliser cette étude de dispersion atmosphérique et évaluation des risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques de son site.

Commentaires de l'inspection des installations classées :

L'évaluation des risques sanitaires a été réalisée en mars 2010 par la société ICF. Cette évaluation conclut que le site de la société COFRAB ne présente pas de risque sanitaire pour le voisinage vis-à-vis des substances sans effet de seuil.

2.6.2. En application de l'article R,512-21-II du code de l'environnement

Par courrier du 18 mars 2008, la direction départementale de l'équipement a formulé les remarques suivantes :

« L'installation de la société COFRAB se situe sur la commune de Saint-Marcel dans un périmètre « Monument Historique (MH) » du fait de sa proximité avec la chapelle de Saint-Marin.

Le projet se situe en zone Nca du POS/PLU de la commune de Saint-Marcel. Afin d'éviter le vide juridique, la commune devra, si elle accepte l'installation, faire évoluer son POS en ce sens.

Pour finir, l'accès du site se fait par la route départementale 48 (RD48). L'accès ne présente à notre avis pas de problème de visibilité, cependant, il paraît nécessaire de demander l'avis au département qui est le gestionnaire de la voirie. »

Par courrier du 28 juillet 2008, l'exploitant a précisé avoir rencontré le maire de Saint-Marcel pour l'informer de la nécessité de faire évoluer le POS/PLU afin de le rendre compatible avec l'activité du site.

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Par courrier du 11 avril 2008, monsieur le préfet de l'Indre a transmis le dossier de la société COFRAB pour avis, au conseil général de l'Indre qui est le gestionnaire de la RD48 conformément à la recommandation de la direction départementale de l'équipement.

Par courrier du 30 juillet 2010, la société COFRAB a transmis la lettre du maire de Saint-Marcel du 19 juin 2010 à laquelle sont joints les documents révisés du plan d'occupation des sols (les installations sont maintenant compatibles avec le règlement de la zone UY dans laquelle elles sont implantées).

Par courrier du 1^{er} avril 2008, le service départemental d'incendie et de secours a formulé les observations suivantes :

« L'analyse des risques d'un éventuel sinistre sur le bâtiment le plus défavorable démontre des besoins en eau estimés à 100 m³/h, soit 200 m³ pour deux heures d'intervention. L'étude de danger montre que le site ne possède pas de poteau d'incendie pour la défense externe contre l'incendie.

Au regard de la situation, l'exploitant s'engage à contacter la commune de Saint-Marcel, afin de connaître les modalités d'implantation d'un hydrant pour palier à ce manque de défense incendie, celui-ci se situera à moins de cent mètres de l'entrée du site.

Dans le cas où la totalité du débit disponible ne pourrait être obtenue, le complément hydraulique pour atteindre les 100 m³/h nécessaires pourra être apporté par un point d'aspiration sur la rivière La Creuse située à moins de 150 mètres de l'entrée du site, cet aménagement devra être conforme aux règles définies dans la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

L'exploitant doit se mettre en relation avec les services de la DRIRE pour dimensionner ce bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie. »

Par courrier du 28 juillet 2008, l'exploitant a précisé les points suivants :

« Nous avons pris rendez-vous avec le service départemental d'incendie et de secours le 26 juin 2008. Le besoin de créer un poteau d'incendie a été évoqué. Par contact téléphonique le 7 juillet, la mairie nous a répondu dans un premier temps oralement sur l'acceptation de notre demande de création d'un poteau d'incendie et de son inscription dans le budget 2009 de la commune.

Concernant le point sur le besoin de rétention des eaux d'extinction d'incendie, le service départemental d'incendie et de secours nous a confirmé que seuls les services de la DRIRE peuvent confirmer le besoin réel de bassin de rétention. »

Commentaires de l'inspection des installations classées :

La municipalité de Saint-Marcel a mis en place à l'entrée du site un poteau d'incendie dont le débit est de 14 m³/h. En complément, la société ALKERN SUD a mis en place en mars 2016, une réserve d'eau (réservoir souple) d'un volume de 200 m³ et équipée d'un raccord pompier.

En décembre 2014, l'exploitant a mis en place un bassin de récupération des eaux pluviales polluées et de confinement des eaux d'extinction d'un volume de 400 m³.

Par courrier du 4 avril 2008, la direction régionale de l'environnement a formulé les remarques suivantes :

« Les eaux de ruissellement sont collectées et transitent par un débourbeur-déshuileur avant rejet dans le milieu naturel. Elles rejoignent vraisemblablement La Creuse, située à une centaine de mètres. Ces rejets devront donc respecter l'objectif de qualité de ce cours d'eau, soit 1B (bonne qualité).

Les déchets de laine de roche sont stockés sur une dalle bétonnée étanche. Les lixiviats sont récupérés et réinjectés sur les déchets pour les humidifier ou bien renvoyés sur le site EUROCOUSTIC à Genouillac pour être valorisés. Pour contrôler toute pollution, il est prévu de réaliser des mesures régulières de la qualité des eaux souterraines au moyen de trois piézomètres implantés sur le site. Les résultats de ces mesures devront être communiqués à la DRIRE.

Les eaux usées domestiques (lavabos et douches) sont seulement traitées par un bac à graisse puis rejetées dans le milieu naturel. Le pétitionnaire devra traiter l'ensemble de ses eaux usées domestiques par décantation (fosse toutes eaux), puis épandage souterrain après étude hydrogéologique (test de perméabilité). La conformité de ces installations devra être contrôlée avant 2012 par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) du secteur.

En conséquence et sans préjuger des observations complémentaires formulées par le service de la police de l'eau, j'émet un avis favorable sur ce projet sous réserve de la prise en compte des observations qui précèdent. »

Par courrier du 28 juillet 2008, l'exploitant a précisé les points suivants :

« Nous avons bien noté les remarques et procédé aux modifications suivantes :

- dans la rédaction de notre mode opératoire , 4-7 MO105AC.5.13, « suivi du rejet d'eau », nous mentionnons les paramètres des valeurs limites nous permettant de respecter la classe de qualité 1B,
- pour la conformité de nos rejets d'eaux usées domestiques traitées par une fosse septique, nous avons pris contact avec la mairie de la commune afin de connaître les caractéristiques spécifiques du SPANC qui à ce jour ne sont pas définies par la commune de Saint-Marcel. Dès lors que la commune définira les conditions du SPANC, nous modifierons notre système si cela s'avère nécessaire. »

Commentaires de l'inspection des installations classées :

Depuis décembre 2014, les eaux pluviales de ruissellement sur les voiries et les zones de stockage des briquettes transitent par un bac de décantation lamellaire, puis sont traitées par quatre déshuileurs-décanteurs installés en série, avant d'être stockées dans un bassin de récupération étanche d'un volume de 400 m³.

Les résultats des analyses réalisées en mai 2016 sur les trois piézomètres du site montrent des teneurs en hydrocarbures totaux, en ammoniacque, en indice phénol, en formaldéhyde et en urée inférieures aux limites de quantification du laboratoire et des teneurs faibles voire non quantifiées en métaux au droit des trois piézomètres.

La surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines au droit du site et notamment de la teneur en hydrocarbures est imposée dans l'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Le dernier contrôle du système d'assainissement autonome a été réalisé le 30 août 2017.

Par courrier du 27 mars 2008, la direction départementale de l'agriculture et de la forêt a formulé les observations suivantes :

« Selon le dossier, la société COFRAB s'établit sur un site qui depuis 1945, était dédié à l'extraction de granulats. Pourtant, ni l'étude hydrogéologique présentée en annexe, ni les coupes techniques des trois piézomètres répartis sur le site, ni les dix sondages réalisés pour analyses de sol nous renseignent sur l'évolution du site.

Ainsi, en l'absence de cette prise en compte et faute de traçage, il apparaît difficile de certifier que les trois piézomètres en place traduisent le bon sens de transfert de la nappe libre souterraine au droit du site.

Le diagnostic naturaliste est complètement inexistant dans ce dossier. De plus, le dossier n'évoque pas le zonage du site NATURA 2000 « Vallée de La Creuse », distant de cent mètres.

Dans la mesure où les déchets de laine de roche sont entreposés en plein air, il subsiste un risque de lessivage des lixiviats par ruissellement et/ou infiltration. Par ailleurs, le dossier ne précise pas le contenu de la convention de récupération des lixiviats entre les deux entreprises et surtout, le délai et les conditions de reprise de ces eaux chargées si nécessaire.

Le pH mesuré à la sortie du déboureur-déshuileur est anormalement basique (9 à 9,65). Cette alcalinité des eaux de surface mérite d'être rapprochée des niveaux de pH constatés dans les eaux souterraines. Ces valeurs s'expliquent par la nature et les conditions de stockage des matériaux utilisés et produits sur le site et nécessitent des mesures appropriées en particulier concernant le réseau pluvial et la gestion des lixiviats.

L'étude menée sur le site pour vérifier l'état des sols a révélé des teneurs en hydrocarbures totaux près de 9 fois supérieures à la valeur référence pour le sondage F10. Le rapport complémentaire mentionne que ce sondage a été réalisé à l'emplacement de l'ancien garage utilisé jusqu'en 2000 pour l'entretien des véhicules (camions en particulier). Dès lors, il convient de prévoir la dépollution de cet endroit par un traitement du sol.

Aucun volume d'eau n'est disponible sur le site pour lutter contre un incendie et aucun dispositif étanche des eaux d'extinction d'incendie n'est prévu sur le site.

En conséquence, la direction départementale de l'agriculture et de la forêt donne un avis favorable à ce dossier, sous réserve de la prise en compte des observations ci-dessus mentionnées. »

Par courrier du 28 juillet 2008, l'exploitant a précisé les points suivants :

« La direction départementale de l'agriculture et de la forêt nous exprime sa réserve sur la position des piézomètres, pour cela nous nous permettons de rappeler l'échange de courrier entre les services de la DRIRE et notre directeur industriel portant sur la position et les caractéristiques des piézomètres étudiés et proposés avec l'aide de la société EGEH.

Le zonage « Natura 2000 Vallée de La Creuse » n'a pas été évoqué initialement en raison de l'éloignement du site de plus de 9 kilomètres de la zone Natura 2000 et distant de plus de 100 mètres de La Creuse.

Pour les rejets « des lixiviats », nous vous confirmons la création d'une convention de récupération des lixiviats entre les entreprises EUROCOUSTIC et le transporteur agréé. Nous vous rappelons l'existence d'une procédure spécifique portant sur la livraison de ces lixiviats enregistrée sous la référence 4-7 MO 105 AC 5.15 ci-jointe en annexe.

Afin de vous apporter réponse sur les capacités de stockage des lixiviats, nous vous joignons copie du calcul de la vérification de ces stockages en fonction de la pluviométrie des années 2006 et 2007.

En réponse aux valeurs anormales relevées des teneurs en hydrocarbures au point de forage F10, nous vous informons avoir enregistré dans notre programme environnemental l'action de dépollution de la zone concernée par cet ancien emplacement du garage du précédent propriétaire. »

Commentaires de l'inspection des installations classées :

L'étude hydrogéologique réalisée en 2005 avait déterminé un sens d'écoulement de la nappe vers le sud-ouest. Les piézomètres ont été implantés sur le site en conséquence. Les conclusions du rapport de mai 2016 transmettant les dernières analyses portant sur la qualité de la nappe au droit du site confirment l'écoulement de la nappe vers le sud-ouest.

Un diagnostic (relevés faunistiques et floristiques) a été réalisé par l'ENCEM en mai 2011. Aucune espèce protégée n'a été identifiée.

Suite aux teneurs en hydrocarbures totaux (22 221 mg/kg) relevées au droit du sondage F10, sept sondages complémentaires ont été effectués en novembre 2010 au droit du sondage F10 et à une profondeur de deux mètres. Suite à ces sondages, les travaux de dépollution réalisés en juillet 2011 ont consisté à l'excavation de vingt tonnes de terres polluées.

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1. Eau

A raison de 1400 m³ par an, l'eau consommée sur le site provient du réseau d'adduction publique. Deux compteurs d'eau ont été installés, l'un alimente l'usine béton et l'autre alimente l'usine briquettes, les bureaux et le local vestiaire. Chaque arrivée d'eau est équipée d'un clapet anti-retour. L'eau est utilisée pour les différentes fabrications, le nettoyage des moules, pour les sanitaires, les lavabos et les douches.

Les eaux usées sont traitées par un système d'assainissement autonome.

Les eaux pluviales de toitures des bâtiments non polluées s'infiltrent dans le sol. Les eaux pluviales de ruissellement sur les voiries et les zones de stockage des briquettes transitent par un bac de décantation lamellaire, puis sont traitées par quatre déshuileurs-décanteurs installés en série, avant d'être stockées dans un bassin de récupération étanche d'un volume de 400 m³.

Les rebuts de laine de roche sont stockés à l'air libre dans une case spécifique sur une aire constituée de béton hydrofugé comportant une rigole centrale permettant de récupérer les lixiviats produits à partir du ruissellement des eaux pluviales sur l'aire de stockage des rebuts de laine de roche. Ces lixiviats sont dirigés via deux bacs de décantation/décolloïdeur, vers une cuve aérienne en PEHD double enveloppe d'un volume de 30 m³ qui permet d'affiner la décantation. Ils sont ensuite acheminés vers une deuxième cuve aérienne en PEHD double enveloppe d'un volume de 15 m³. Les lixiviats sont pompés dans la cuve de 15 m³, puis dans la cuve de 30 m³ soit :

- pour être renvoyés sur le site de la société EUROCOUSTIC qui l'incorpore dans la fabrication du liant de refroidissement du laitier pour valorisation dans le procédé de fabrication des panneaux de laine de roche,
- pour être renvoyés par l'intermédiaire de flexible sur le stockage de déchets de laine de roche pour les humidifier.

Les deux cuves de stockage des lixiviats sont équipées d'une jauge permettant de visualiser leur niveau de remplissage ainsi que d'un témoin de fuite entre les deux parois.

3.1.2. Air

Les principales émissions atmosphériques générées par les activités de la société ALKERN SUD sont liées principalement au fonctionnement des ventilateurs d'extraction lors du séchage des briquettes et en moindre mesure au dépotage du ciment dans les silos et à la circulation des véhicules.

Les briquettes sont placées par étage dans une étuve d'une longueur de 20 mètres, d'une largeur de 1,5 mètres et d'une hauteur de 5 mètres où elles sèchent naturellement par brassage de l'air ambiant généré par plusieurs ventilateurs.

Le séchage des briquettes génère des émissions de poussières, de phénol, d'ammoniac, de composés organiques volatils et de formaldéhyde. Les résultats des analyses réalisées montrent des teneurs en phénol, en composés organiques volatils et en formaldéhyde inférieures aux seuils de quantification et des teneurs en poussières de l'ordre de 3 mg/Nm³ et en ammoniac de l'ordre de 51 mg/Nm³.

Les silos sont équipés de filtres à poussières. Les aires de circulation sont régulièrement nettoyées pour prévenir les émissions de poussières. En cas de temps sec, un arrosage est prévu afin de limiter les envols de poussières.

3.1.3. Les déchets

Les principaux déchets générés par les activités du site sont :

- des déchets non dangereux : bois, métaux, déchets industriels banals,
- des déchets industriels spéciaux : emballages souillés, aérosols, huiles hydrauliques, adjuvants.

Les déchets produits par le site sont repris régulièrement par des sociétés spécialisées. Ces déchets sont soit valorisés lorsque cela est possible, soit éliminés dans des installations dûment autorisées.

3.1.4. Le bruit

Des mesures de niveaux sonores ont été réalisées, en période de jour en deux points en limite de propriété et face aux deux bâtiments (usine béton et usine briquettes). Les résultats obtenus montrent que :

- le niveau sonore maximal admissible en limite de propriété est respecté en période de jour (70 dB(A)),
- l'émergence réglementaire en période de jour (5 dB(A)) est dépassée au point A (usine briquettes) et est respectée au point B (usine béton).

En septembre 2017, l'exploitant a remplacé la centrale à béton vétuste par une nouvelle centrale. De nouvelles mesures de niveaux sonores ont été effectuées en février 2018. Les résultats obtenus montrent que :

- le niveau sonore maximal admissible en limite de propriété est respecté en période de jour (70 dB(A)),
- l'émergence réglementaire en période de jour (5 dB(A)) est respectée pour l'ensemble des points.

3.1.5. Le trafic

Le trafic routier généré par les activités de la société ALKERN SUD s'élève à environ dix camions par jour entrants et sortants. Ce trafic représente 2 % du trafic de la route départementale D48B.

3.1.6. Impact sur la santé

L'évaluation des risques sanitaires a porté sur l'impact sanitaire des émissions atmosphériques en ammoniac et poussières.

Cette évaluation conclut aux résultats suivants :

- les résultats des calculs de risque indiquent des risques non cancérigènes pour chaque substance considérée individuellement comme pour leur somme, tous inférieurs à la valeur de référence de 1 pour les adultes comme pour les enfants,
- aucune des substances retenues ne présente d'effet sans seuil. Ainsi, aucun calcul d'excès de risque individuel n'a été effectué. Dans ce cadre, il apparaît que le site de la société ALKERN SUD ne présente pas de risque sanitaire pour le voisinage vis-à-vis des substances sans effet de seuil.

3.1.7. Pollution des sols

L'étude hydrogéologique réalisée en 2005 avait mis en évidence une pollution des sols par des hydrocarbures totaux au droit de l'ancien atelier d'entretien et de réparation de matériels (sondage F10).

Suite aux teneurs en hydrocarbures totaux (22 221 mg/kg) relevées au droit de ce sondage, sept sondages complémentaires ont été effectués en novembre 2010 au droit du sondage F10 et à une profondeur de deux mètres. Suite à ces sondages, les travaux de dépollution réalisés en juillet 2011 ont consisté à l'excavation de vingt tonnes de terres polluées.

3.1.8. Risques

Compte tenu de la nature des matières premières et des produits finis stockés, les activités de la société ALKERN SUD ne présentent pas de risque particulier d'incendie ou d'explosion.

La cuve de fuel domestique à simple paroi et d'un volume de 3 m³ est utilisée pour la chargeuse et les deux chariots-élévateurs. Elle est installée dans local technique du bâtiment bureau et disposée dans une cuve de rétention d'un volume égal à celui de la cuve.

Les huiles neuves utilisées pour la lubrification des appareils de fabrication et pour les moteurs de la chargeuse et des chariots-élévateurs sont stockées sur rétention dans le même bâtiment que la cuve de fuel domestique.

Le site dispose de plusieurs extincteurs répartis aux endroits susceptibles de présenter des risques d'incendie. Ces équipements font l'objet d'une vérification annuelle. Le site dispose également d'une réserve incendie (réservoir souple) d'un volume de 200 m³ et équipée d'un raccord pompier.

Un poteau d'incendie de débit 14 m³/h est présent à l'entrée du site sur la voie publique.

En décembre 2014, l'exploitant a mis en place un bassin de récupération des eaux pluviales polluées et de confinement des eaux d'extinction d'un volume de 400 m³ et équipé d'une pompe.

L'analyse du risque foudre a été réalisée en 2012. Les résultats de cette analyse montrent qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place des mesures de prévention et des dispositifs de protection contre la foudre supplémentaires.

4. PROPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES INTRODUITES DANS L'ARRETE EN RELATION AVEC LA PROCEDURE D'AUTORISATION

Les prescriptions suivantes ont été introduites dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation :

- surveillance de la qualité des eaux souterraines (article 9.2.3.1.),
- mise en place de la clôture sur les parties non clôturées et le long de la friche et de panneaux de signalisation sur l'ensemble du périmètre. (article 7.2.4.)

5. AVIS DU SERVICE D'INSPECTION ET CONCLUSIONS

L'ensemble des remarques et observations formulées dans le cadre de l'instruction du dossier a été pris en compte par la société ALKERN SUD et fait l'objet de prescriptions dans le cadre de l'arrêté préfectoral soumis à l'avis des membres du CODERST. Le commissaire-enquêteur et les services de l'état consultés sur ce dossier ont émis un avis favorable.

Conformément à l'article R.512-25 du code de l'environnement et considérant ce qui précède, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société ALKERN SUD sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Elle propose donc aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de considérer favorablement cette demande.



